
LA GAUCHE D'APRES



INTRODUCTION

6 mai 2007. Les urnes ont parlé. Leur verdict est sans appel. Pour avoir renâclé à réinventer la gauche, les héritiers du travail politique de rassemblement populaire réalisé pendant le cycle des années 70 et 80 ont dilapidé l'essentiel du patrimoine. Les cycles ouverts par nos aînés sont clos. La gauche d'hier n'est plus. Mais la gauche d'après reste à inventer. Dans ce vide politique s'est engouffrée une droite refondée, offensive et décomplexée qui a désormais tous les pouvoirs. C'est ce vide politique qu'il faut combler. Et cette responsabilité incombe à la gauche car il s'agit bien d'un vide politique à gauche.

Lors de notre première convention nationale, au lendemain du referendum de 2005, nous avons conclu notre analyse en affirmant que la gauche était à réinventer. Cette idée ne l'a pas emporté. Elle a souvent essuyé le scepticisme ironique de dirigeants en place convaincus qu'une alternance mécanique les porterait sans coup férir au pouvoir. Désormais, sans se reconnaître pour autant de responsabilité dans la défaite, les mêmes rivalisent d'ardeur pour promettre la refondation de la gauche. Encore faut-il pour mener à bien cet immense chantier avoir les idées claires sur les raisons de la défaite et sur le visage que pourrait prendre la gauche d'après.

Depuis la fondation de l'association, c'est précisément à cet effort de la pensée et de l'action que se sont attelés les militants de PRS. Le Manifeste adopté lors de notre première Convention nationale proposait un horizon programmatique cohérent à partir des travaux de toutes les gauches. Le texte que vous tenez entre les mains, adopté lors de la Convention nationale de PRS des 30 juin et 1er juillet 2007, résume notre conviction que l'heure est venue d'une force nouvelle pour le porter.

PREMIERE PARTIE :
LA GAUCHE DANS L'IMPASSE

I

LA GAUCHE D'APRES... LE 6 MAI 2007

La présidentielle est l'élection centrale sous la Cinquième République. Elle domine le calendrier politique et institutionnel. Mais l'importance du scrutin qui vient d'avoir lieu va encore au-delà. Le scrutin présidentiel de 2007 ouvre une nouvelle période politique.

C'est la première présidentielle après le coup de tonnerre de 2002 qui avait vu la qualification de l'extrême-droite pour le second tour aux dépens de la gauche. Elle clôt cinq années de pouvoir de droite marquées par de sévères confrontations sur le terrain social et électoral. Celles-ci ont pris des formes et une ampleur inédites, constituant souvent de véritables phénomènes d'insurrection citoyenne.

C'est la première fois depuis plus de trente ans qu'un pouvoir sortant a été renouvelé par les urnes. C'est la première fois depuis plus de trente ans qu'un candidat de droite obtient près d'un suffrage sur trois au premier tour. C'est la première fois depuis plus de trente ans que la droite en France l'emporte en assumant une identité libérale-sécuritaire proposée sans fard au pays comme issue à la crise sociale qui le ronge et à la crise de sa représentation politique collective.

Rien d'utile ne peut être entrepris à gauche qui ne parte d'une analyse lucide de la défaite. Avant de se relever, il faut admettre que l'on est à terre. Avant de se remettre en marche, il faut comprendre ce qui vous a fait chuter. L'analyse des résultats n'est pas tournée vers le passé. C'est un préalable indispensable qui dessine des lignes d'action pour l'avenir.

A) LA FRANCE EN 2007 : UN PAYS EXASPERÉ, UNE IMMENSE EXIGENCE DE CHANGEMENT

Quel est l'état de la France au moment où débute la campagne présidentielle ? Certains estiment que le pays était alors en train de glisser à droite – l'issue funeste de l'élection était dès lors écrite. D'autres pensent au contraire que la société faisait mouvement vers la gauche – l'élection était dès lors imperdable. Aucune de ces approches ne passe avec un complet succès l'épreuve des faits. La thèse du glissement à droite ne rend pas compte des mouvements de la période passée (victoire historique de la gauche aux élections de 2004, référendum de 2005, mouvements sociaux de 2003 et 2006). Celle de la poussée à gauche n'explique pas les deux millions de voix d'avance du candidat de droite au deuxième tour de la présidentielle dans un contexte de participation massive.

En fait, la France de 2007 est en plein état d'urgence politique. Ce qui caractérise le mieux notre peuple est son exaspération. Les principes censés produire le consentement à l'autorité ne sont soit plus perçus, soit plus compris, soit plus admis. Cette crise de légitimité se constate dans toutes les catégories sociales, des émeutes urbaines dans les quartiers à l'incivisme fiscal revendiqué comme un acte de résistance légitime par les plus riches.

Ce qui nous avait d'ailleurs frappés au début de la campagne, c'était la grande masse de désemparés ne sachant de quel côté se tourner. C'est pourquoi nous disions que la gauche ne devait pas chercher principalement à agglomérer des patrimoines électoraux largement fictifs mais devait mener un travail d'éducation populaire en direction du plus grand nombre.

Le déroulement de la campagne a confirmé à la fois la force des exaspérations accumulées et la volonté de trouver une issue à la crise. Déjà la fin d'année 2006 avait connu un très grand nombre de nouvelles inscriptions sur les listes électorales. Par rapport à 2002, on dénombre 3,5

millions d'inscrits supplémentaires ! Tous les candidats, à l'exception de Le Pen, ont bénéficié d'une affluence historique à leurs réunions publiques. L'intérêt pour le débat ne s'est jamais démenti. L'urgence sociale a continué de travailler le pays : plusieurs grèves ont éclaté dans le cours même de la campagne, notamment dans le secteur privé. Au premier tour, la participation atteint un niveau exceptionnel. Par rapport à 2002, 8,2 millions de votes supplémentaires ont été exprimés. Un continent civique englouti a refait surface. La loi d'airain selon laquelle la participation électorale enregistre une baisse à chaque nouvelle présidentielle (84,2% au premier tour de 1974, 81,1% en 1981, 81,4% en 1988, 78,4% en 1995, 71,6% en 2002) a été pulvérisée. En se hissant d'un coup à 85%, le niveau de participation est revenu à celui de la première élection présidentielle de la Cinquième République, en 1965. Il y avait donc une exigence de changement considérable. Force est de constater que la droite a su y répondre tandis que la gauche n'est pas parvenue à l'orienter. Il faut s'efforcer de comprendre pourquoi.

B) COMMENT LA DROITE A GAGNE

Une chose est sûre : Nicolas Sarkozy n'a pas gagné en écoutant les rengaines à la mode qui proclament la fin des idéologies et des organisations collectives et rangent la rupture au rayon des gros mots. Pour emporter l'élection présidentielle, il a reconstruit un projet idéologique assumé et un parti de combat pour le porter.

1°) LES DROITES IDEOLOGIQUEMENT REUNIFIEES

Sarkozy s'est vanté d'être le premier homme de droite à avoir lu Gramsci et ses écrits expliquant comment un camp politique peut conquérir une hégémonie culturelle pour entraîner la société de son côté. En réalité, Le Pen l'avait fait avant lui. L'un comme l'autre se sont abreuvés à une source commune : les travaux de la Nouvelle Droite du début des années 80. Ceux-ci annonçaient déjà que pour préparer un « mai 81 de droite », il

fallait ramener le débat sur les thèmes favorables à la droite : les « trois i » d'insécurité, immigration et identité.

Sarkozy a mené la bataille des idées. Il était sans doute aussi conscient que Chirac du fait que les thèses libérales importées telles quelles des pays anglo-saxons dans les années 80 n'ont jamais bénéficié d'un soutien majoritaire durable dans notre pays. Mais à l'inverse de son prédécesseur, il n'a pas cherché à gommer le projet de la droite. Il a au contraire incarné une droite clairement assumée et extrêmement idéologisée. N'est-il pas allé jusqu'à ressusciter de très vieux débats sur les places respectives de l'inné et de l'acquis ? Sa stratégie a été de réaliser une synthèse politique réunifiant idéologiquement les droites (ce qui lui a permis de réduire fortement le vote FN au premier tour) et de s'appuyer sur cette force pour convaincre la majorité de nos concitoyens.

Quels ont été les ressorts de cette victoire idéologique ? A la différence de bien des conservateurs avant lui, Sarkozy a renoncé en apparence à vanter la société telle qu'elle est. Il a choisi à l'inverse de reconnaître la crise et d'expliquer que les plus pauvres en étaient responsables. Il a en effet travaillé à amalgamer idéologie libérale et discours sécuritaire, comme Bush et Berlusconi l'ont fait avant lui avec les succès électoraux que l'on sait. L'idéologie libérale rend d'abord les pauvres responsables de leur sort (avec, tout au bout, la thèse selon laquelle les inégalités sociales ne font qu'exprimer les différences génétiques). La pensée sécuritaire les rend en plus responsables des difficultés des autres. On peut dire que dans cette vision du monde, les mauvais éléments n'ont que ce qu'ils méritent mais que les bons, en raison de l'obligation de solidarité sociale qui les entrave, ne sont pas payés de leurs efforts.

En imposant cette représentation des difficultés de la société, Sarkozy a réussi à susciter en sa faveur un vote « petit-bourgeois ». Il a également suscité un vote « petit-blanc ». C'est ainsi qu'on appelait à l'époque coloniale les petits colons les plus hostiles aux indigènes et les plus acharnés à défendre un système qui pourtant les exploitait également.

Convaincus d'être du même côté que les très riches, des pauvres et des pas bien riches se sont mis à voter à droite. L'analyse des votes bureau par bureau est éclairante. Les quartiers populaires d'habitat collectif, cités et grands ensembles, ont fortement voté à gauche. Mais les quartiers populaires composés de pavillons ont donné de larges succès à la droite. C'est une frontière purement culturelle quand on sait que le statut social est souvent identique d'un côté ou de l'autre de la rue. Mais c'est une barrière extrêmement solide. L'idéologie dominante l'érige chaque jour en occultant et en dénigrant les classes populaires dans notre pays, en exploitant à cette occasion les reculs conjoints des organisations syndicales et de la conscience de classe. Ce mépris a produit ses effets dévastateurs aux deux bouts de l'électorat de gauche. D'un côté des bobos ont jugé plus moderne de ne pas voter avec le bas peuple, apportant leur voix au « novateur » Bayrou, qui triple son score de 2002 exclusivement aux dépens de la gauche. De l'autre une fraction de l'électorat populaire a choisi de voter Sarkozy, se rangeant derrière ses maîtres contre les assistés, les étrangers et tous « ceux qui ne paient pas leur billet de train ». Ce faisant, elle a suivi les injonctions des médias de la culture de masse qui nous somment sans cesse de copier les peuples en papier glacé, acclimatant chacun à trouver l'inégalité sociale extrêmement « fashion ». Sarkozy ne s'y est pas trompé et ce n'est pas un hasard si ses premiers pas de futur président s'apparentent à un reportage dans Voici : dîner au Fouquet's avec Johnny puis yacht privé à Malte avec la famille recomposée.

2°) UN PARTI COMME INSTRUMENT

Mais Sarkozy a aussi construit sa victoire grâce à un parti dédié à cette cause. Reprenant là encore les enseignements de Gramsci, il a compris l'importance d'un parti politique pour construire une adhésion majoritaire à son projet. On se souvient qu'il a même préféré quitter le gouvernement plutôt que de renoncer à la présidence de l'UMP.

Arrivé à la tête du principal parti de la droite, il l'a transformé de fond en comble. Dix-huit conventions thématiques se sont succédé pour refonder sa doctrine, élaborant ce qui allait devenir les thèmes principaux de sa campagne. Un travail systématique de renouvellement et de formation des cadres a été mené. Un renforcement militant de l'UMP a été entrepris, avec un soin minutieux apporté à la formation et à la mise en action des nouveaux adhérents. Les formes d'organisation du parti ont été repensées : pendant la campagne, Nicolas Sarkozy a mis en place un réseau national « d'équipes de supporters » comprenant 5 à 10 membres, maillage de militants personnellement actifs tissé sur tout le pays.

On peut hélas mesurer le contraste entre ce que Nicolas Sarkozy avait déjà construit lorsque la campagne commence et le dispositif politique qui était au même moment celui de la gauche.

C) COMMENT LA GAUCHE A PERDU

Le paradoxe est frappant. En 2002, la droite remporte l'élection présidentielle. Ses principaux dirigeants entament malgré tout des remises en cause fondamentales. L'UMP est créée à la demande de Chirac et le RPR disparaît. Nicolas Sarkozy commence sans tarder à construire sa stratégie de « rupture » pour 2007. A l'inverse, la gauche, pourtant battue dès le premier tour, se refuse aux remises en cause. Au Parti socialiste, le réformisme de gauche de François Hollande succède au réalisme de gauche de Lionel Jospin. Et les dirigeants font majoritairement l'erreur de croire que la défaite de 2002 n'est rien de plus que l'effet du « balancier de l'alternance », qui repassera dans le bon sens en 2007.

1°) LE DISCOURS DE GAUCHE INAUDIBLE

La direction du parti socialiste et les responsables de la campagne de Ségolène Royal ont misé sur un rejet mécanique de la droite. La désignation interne acquise, l'essentiel de leur stratégie a été de faire apparaître la candidate socialiste comme le seul « vote utile » pour battre

la droite. Ce discours a été efficace pour réduire brutalement l'espace politique de ses concurrents à l'investiture socialiste sous la pression de sondages annonçant sa victoire assurée. Il l'a ensuite été pour réduire l'espace électoral de l'autre gauche, ramenée à un niveau historiquement bas. Mais il n'a pas permis d'entraîner la société. Car le ressort de la diabolisation de l'adversaire sur lequel il a fonctionné s'est avéré tout à fait limité.

Au mois d'octobre 2006, déjà nous faisons déjà remarquer que « *Tout miser sur le rejet de l'adversaire est une stratégie totalement hasardeuse. Car le « tout sauf Sarkozy » contient une limite radicale. Pour qu'il fonctionne, il faut que Sarkozy soit le candidat unique de la droite classique.* » Ainsi, dès lors qu'il s'est opposé à Sarkozy, François Bayrou a été bénéficiaire de cette stratégie de diabolisation. Il s'en est même fallu de peu qu'il ne capte à son profit l'argument du vote utile. Sans les réactions de quelques dirigeants socialistes dénonçant clairement son programme et sa stratégie, il aurait pu passer devant Ségolène Royal dans les sondages et lui subtiliser dès lors son argument central.

Mais plus essentiellement, le « tout sauf Sarkozy » n'a pas suppléé l'absence de travail politique pour développer et populariser des réponses de gauche à la crise du pays. On pourrait faire la liste des thèmes mis en débat et portés à large échelle par la droite face auxquelles la gauche s'est montrée soit défailante soit inaudible. Qu'a-t-il été répondu à ceux qui disent qu'il faut bâtir une France de propriétaires ? A l'idée qu'il faudrait alléger l'imposition des successions pour permettre à chacun de transmettre un patrimoine à ses descendants ? A l'idée que la fiscalité française, en faisant partir les riches, augmenterait le nombre de pauvres ?

Face à la thèse sarkozienne rendant les plus pauvres responsables de la crise du pays, il a manqué une orientation reconnaissant de la même manière l'urgence sociale et politique, mais désignant clairement les véritables responsables et profiteurs du système. La gauche n'a pas su mettre en évidence la responsabilité des puissants, l'enrichissement

scandaleux d'une minorité, dévoiler le scandale d'une répartition toujours plus injuste des richesses. Ségolène Royal avait pourtant compris qu'il lui fallait porter une grille d'analyse globale de la crise pour se faire entendre. Mais elle n'a pas choisi d'aller dans ce sens. Au contraire, nombre de ses prises de position sont allées dans le sens de ceux qui disent que la France est malade d'un manque d'autorité plutôt que d'un manque d'égalité.

Dès lors la gauche a manqué d'un projet cohérent, constant et combatif face à celui de la droite. C'est pourquoi elle s'est avérée globalement moins convaincante. Le très discuté thème de « l'ordre juste » n'a pu servir d'alternative globale au projet libéral-sécuritaire. Et sans horizon traçant fermement une alternative gouvernementale au capitalisme de notre temps, aucun programme présidentiel ou législatif de gauche n'est réellement intelligible.

2°) LA CRISE DES PARTIS DE GAUCHE

Autant Sarkozy a bénéficié de l'existence d'un parti en ordre de bataille, autant les partis de gauche se sont montrés incapables d'entraîner la société. Jamais dans une campagne électorale la crise des organisations de gauche n'a été aussi évidente. Elle touche chacune d'elles sans exception. La crise du Parti socialiste s'est notamment manifestée par la manière dont sa candidate a été désignée, à partir d'une association extérieure, et sur les bases d'une contestation des identifiants fondamentaux de ce parti. Elle se confirme et s'aggrave avec le ralliement d'une poignée de ses responsables qui, après avoir appelé à dépasser le clivage gauche droite, intègrent pour la première fois un gouvernement de droite. Le Parti communiste a vu une partie de ses dirigeants soutenir un candidat concurrent à leur secrétaire nationale.

L'explosion de l'autre gauche n'a pas permis l'émergence d'une nouvelle construction politique. L'absence de stratégie efficace d'union des gauches a fait le reste. Ce paysage a réduit dramatiquement la capacité de la gauche à entraîner la société. Au final, tous candidats confondus, la gauche totalise une proportion historiquement faible des suffrages, 36%.

Fragilisée dans ses organisations, la gauche ne disposait pas non plus d'un programme commun minimal autour duquel tirer dans le même sens. C'est une différence essentielle avec la droite, dont les trois candidats principaux Sarkozy, Bayrou et Le Pen, bien qu'opposés sur le terrain électoral, ont défendu des idées communes, repris les mêmes mots, comme par exemple le slogan « travailler plus pour gagner plus ».

Le manque d'outils politiques à gauche pour entraîner la société a été d'autant plus dramatique que de nombreux citoyens se sont engagés dans cette campagne pour faire gagner la gauche.

On a ainsi assisté à une radicalisation du « peuple de gauche », particulièrement visible dans les derniers jours de la campagne. Mais si rien ne se fait sans l'énergie des individus, celle-ci peut s'avérer impuissante faute d'instruments politiques pour entraîner le plus grand nombre : grille d'analyse, mots d'ordre, stratégie et force constituée pour le porter. La candidate socialiste, réduite en fin de campagne à inviter chacun des participants du meeting de Charléty à être un « *messenger mystérieux de l'espérance* » et à offrir son amour en partage aux Français a cruellement souffert de cette absence. N'oublions pas que la conception gaullienne du rapport direct entre le candidat et le peuple est avant tout mythologique et tout à fait inadaptée à l'exigence émancipatrice qui est la raison d'être de la gauche.

De même, l'échec de l'autre gauche renvoie principalement à l'incapacité de celle-ci à construire une force politique nouvelle lui permettant de dépasser sa division en groupes concurrents (voire chez certains le refus de principe de toute organisation politique). Jean-Luc Mélenchon ne se trompait pas lors de son intervention au meeting antilibéral de Montpellier, le 17 novembre 2006, au lendemain de la désignation de Ségolène Royal, lorsqu'il déclarait : « *Tout socialiste que je suis: je souhaite de toutes mes forces le succès de la démarche que vous avez entreprise. Je souhaite le rassemblement de la gauche représentée ici. Je souhaite qu'il aboutisse à une candidature commune car il est absolument*

inimaginable, irresponsable de croire que le seul parti socialiste puisse avoir à lui tout seul, la majorité! Mais j'ajoute que si vous entrez divisés dans cette élection, vous en sortirez de ce fait même en poussières électorales ».

3°) LA DÉFAITE POUVAIT ÊTRE ÉVITÉE

Le rétablissement de la gauche au second tour de la législative montre que la défaite présidentielle pouvait être évitée. La gauche était majoritaire dans 190 circonscriptions au second tour de la présidentielle. Elle l'emporte dans 230 aux législatives. C'est que le contenu de la campagne n'était plus le même. Le grand thème mis en avant par la gauche entre les deux tours a été celui de la TVA sociale. D'abord il y a eu un thème central de campagne ! La gauche a su donner au moins une raison précise de voter pour elle, et la marteler pendant plusieurs jours d'affilée. Ensuite, ce thème a été porté par toutes les forces de gauche sans exception. Il a donc été un facteur d'unification des gauches, contrairement à plusieurs propositions de Royal à la présidentielle qui l'avaient profondément divisée. Enfin, il a porté sur la question du partage des richesses, et pointé l'injustice d'un nouveau transfert prenant dans les poches de la majorité pour financer des cadeaux aux plus riches. Totale différence là encore avec la stratégie de Royal à la présidentielle qui n'avait pas touché au tabou du partage des richesses. La moindre défaite des législatives comparée à celle de la présidentielle confirme qu'avec une autre orientation que celle de l'ordre juste, la victoire était possible.

II

LA GAUCHE D'APRES... LE 29 MAI 2005

On peut entendre ici ou là que le 6 mai 2007 a sonné pour la première fois le retour aux urnes des classes populaires. C'est inexact. Ce basculement s'est produit deux ans plus tôt, le 29 mai 2005. Alors qu'il était devenu un fait invariant de chaque élection, la différence du niveau d'abstention entre les bureaux de vote populaires et les bureaux des favorisés s'est ce jour-là spectaculairement réduite. Un nombre considérable d'abstentionnistes réguliers, qui n'avaient participé à aucun des récents scrutins, se sont rendus massivement aux urnes. Fait sans précédent, alors que la participation ouvrière était jusqu'ici systématiquement et nettement inférieure à la moyenne, elle l'a dépassée légèrement.

Cet élan civique du peuple populaire s'est accompagné d'une unification politique tout à fait remarquable. Jamais avant le referendum sur la Constitution européenne (même le 10 mai 1981), on n'avait vu les ouvriers voter dans le même sens à 79%, les employés à 67%. La fonction publique (64% des salariés du public) et la jeunesse (56% des 18-24 ans) choisissaient également massivement le « non », dessinant dès lors un bloc sociologique nettement majoritaire.

Hélas celui-ci n'a pas trouvé une gauche à l'image de ce choix déterminé, massif et homogène. Alors que le peuple de gauche a choisi majoritairement le « non », ses représentants sont allés majoritairement dans le sens inverse. Liée aux catégories sociales les plus favorables au projet de Constitution européenne, journalistes, professions libérales et cadres supérieurs (qui votèrent « oui » à 65%), une majorité d'entre eux n'a jamais accepté l'idée que le « non » puisse tracer un chemin. Elle a aggravé le doute des catégories populaires en renforçant le sentiment que la gauche s'était détournée d'eux. Elle a relativisé le clivage gauche droite

avec ses thèses des « oui » compatibles, décomplexant la partie sociale-bobocrate de l'électorat de gauche qui fera le succès de Bayrou en 2007.

Revenir sur le référendum de 2005 n'est pas cultiver la nostalgie de la grande controverse qui impliqua cette année-là notre peuple. C'est comprendre les causes d'une erreur qui allait se révéler deux ans plus tard si funeste et repérer dans cet événement inouï les ressorts positifs pour l'avenir. D'autant que la Constitution européenne fait son retour sous les traits du nouveau traité Sarkozy-Merkel.

A) LA SOUVERAINETE POPULAIRE COMME ENJEU

Lorsque s'était ouvert le débat sur la Constitution européenne, les politiques libérales dominantes en Europe avaient déjà été contestées de multiples reprises dans notre pays, mais uniquement sur le terrain social (notamment en 2003 et en 1995). Le referendum sur la Constitution européenne lui a donné un contenu directement politique et mettre au centre des débats la question de la souveraineté populaire.

Les néolibéraux aiment généralement présenter leurs orientations comme le résultat d'une simple adaptation aux lois incontournables du marché. Ils prétendent définir la seule politique possible tenant compte des contraintes objectives s'imposant aux peuples. Mais en donnant par le biais de ce texte une valeur constitutionnelle à leurs principes économiques, ils ont admis implicitement le lien entre un projet social et la forme institutionnelle le rendant possible. En sollicitant le vote du peuple, ils ont reconnu de fait que tout ordre économique et social doit reposer sur le consentement populaire.

La mobilisation contre le projet de Constitution européenne a fait progressivement le lien entre le contenu des politiques néolibérales menées en Europe et la négation, contenue dans le projet de Constitution, du droit du peuple à faire prévaloir d'autres principes. Chemin faisant, la campagne du « non » de gauche s'est élargie à des arguments initialement

négligés. Elle a mis en cause le caractère anti-démocratique des institutions proposées. Elle a rejeté la méthode utilisée pour rédiger ce projet sans intervention populaire. Elle a dénoncé la volonté exprimée par de nombreux partisans du « oui » de ne pas donner à chacun les moyens de se déterminer librement en citoyen conscient et éclairé. Ce faisant, la campagne référendaire a retrouvé la synthèse républicaine entre un projet social et un modèle d'organisation politique. Elle remet au premier plan la question de la souveraineté populaire, qui avait disparu du vocabulaire de la gauche.

Ainsi se manifesta le rejet du fonctionnement oligarchique d'institutions qui ramènent progressivement les citoyens à l'état de sujets. En effet, avec une abstention toujours plus massive et socialement située, on assiste progressivement à une véritable dérive censitaire : les couches les plus aisées votent et déterminant la politique du pays au nom du peuple tout entier. Ces mêmes privilégiés développent la thèse de l'irréductible complexité du monde, pour démontrer l'incompétence politique du peuple et justifier le recours croissant aux experts et aux lobbies. Jamais depuis longtemps la volonté populaire n'avait été aussi clairement piétinée. Tout y concourt : la démission du politique face à la mondialisation libérale, l'affaiblissement du cadre national avec la décentralisation et la dilution de l'espace européen en une zone de libre-échange, le démembrement de la puissance publique en un maquis administratif, la domination à tous les niveaux d'élites technocratiques acquises au libéralisme, la transformation de l'ambition politique de changement en une vision gestionnaire du système. C'est à ce dessaisissement que beaucoup d'électeurs du « non » ont voulu donner un coup d'arrêt.

B) L'UNION DES GAUCHES ET L'IMPLICATION POPULAIRE COMME MOYENS

Au bloc sociologique rassemblé sur le « non » a correspondu un rassemblement politique majoritaire de l'électorat de gauche. 63% des

personnes qui se disent proches du PC, du PS ou des Verts ont voté non (tandis qu'à droite, 73% des sympathisants UMP-UDF-MPF choisissaient le « oui »). Les électeurs de toutes les sensibilités de la gauche ont fait le même choix, celui du « non ».

La victoire du « non » au sein de la gauche et au sein du pays montre qu'un tel rassemblement est capable d'attirer et d'entraîner. Capacité d'attraction car les électeurs de gauche se sont sentis plus proches de l'union des gauches sans exclusives autour du « non » plutôt que du « oui » compatible avec la droite. Capacité d'entraînement qui s'est manifestée tout au long de la campagne par une incroyable mobilisation citoyenne.

En effet, une énergie considérable s'est mise en mouvement pour que le « non » l'emporte. Les multiples réseaux construits dans la résistance aux politiques néolibérales se sont mis en branle côte à côte. Un véritable parti aux murs invisibles, sans consignes ni chef d'orchestre, a su forger la conviction du pays.

Cela fut le résultat d'une convergence militante sans précédent. Le maillage d'Attac est entré en campagne. Des milliers de socialistes ont pris leur place dans la bataille du « non » de gauche dès les lendemains du référendum interne au PS. Le Parti Communiste a organisé un appui militant tout à fait décisif. Les militants de la LCR n'ont pas ménagé leurs forces. La décision de la CGT a été un signal déterminant. Des syndicalistes se sont impliqués de toutes parts. Tous se sont retrouvés, avec des milliers de citoyens engagés, qui n'appartenaient pas ou plus à des formations politiques, dans les collectifs unitaires qui ont fleuri partout en France, à l'appel des 200. Ainsi, le rassemblement autour du « non » de gauche s'est réalisé en lien étroit avec la mobilisation populaire. Il s'est nourri de l'engagement civique de milliers de citoyens qui ont tenu à exercer librement leur devoir républicain au sein de collectifs pour le « non ». Pendant quelques semaines, le peuple de gauche s'est doté de la force consciente et organisée qui lui faisait jusqu'ici défaut.

C) LA DEROUTE DES IMPORTANTS

Le « non » l'a emporté contre les consignes matraquées jour et nuit par l'ensemble des « leaders d'opinion ». Il l'a fait contre l'avis des médias, des partis dominants, des forces économiques. Il signa ainsi la dérouté des importants. Cette prise de distance s'est nourrie de la critique salutaire engagée par des centaines de milliers de nos concitoyens contre le contenu des médias dominants et leurs manipulations parfois grossières.

Quel qu'ait été leur choix, le résultat du referendum était porteur d'une leçon bien vivante pour tous les militants de gauche. Il n'y a pas de victoire politique sans bataille culturelle. Déjà l'heure des arguments d'autorité, des « évidences » non expliquées, des consignes non argumentées était derrière nous. L'élection présidentielle de 2007 l'a confirmé. S'en souviendra-t-on à l'avenir ?

Le vote du 29 mai n'est pas seulement un point d'appui par les enseignements qu'il apporte à la réinvention de la gauche. C'est aussi un mandat très concret. Le « non » des Français n'a pas été respecté. Après le vote, Jacques Chirac s'est refusé à retirer la signature de la France. La majorité des gouvernements européens s'est opposée à l'arrêt du processus de ratification au nom du fait que le vote d'un seul pays ne pouvait empêcher le débat chez tous. Pour autant ils ont encore moins cherché à organiser un débat public dans leur propre pays, renonçant un à un aux referendums prévus. Et ils se sont rués sur la proposition de Nicolas Sarkozy d'un « mini-traité » avec le ferme espoir de voir le Parlement français adopter les dispositions que son peuple avait rejetées. La controverse du « non » n'est donc pas épuisée. D'autant qu'au terme des élections législatives, la droite ne dispose pas de la majorité des 3/5e nécessaire à la révision constitutionnelle que l'adoption d'un nouveau traité rend nécessaire. La gauche, qui s'est prononcée unanimement en faveur d'une ratification par referendum, dispose ainsi des moyens de contraindre le pouvoir à un débat populaire sur cette question essentielle.

III

LA GAUCHE D'APRES... LE 21 AVRIL 2002

Cinq ans après, faut-il encore revenir sur le 21 avril 2002 ? Oui, c'est hélas nécessaire. Car en 2002, beaucoup à gauche s'empressèrent de tourner la page, décrétant qu'il ne s'agissait que d'un accident, afin de s'épargner tout débat sur leurs propres responsabilités. Cela donna le Congrès de Dijon du Parti Socialiste. Résumé crûment, « on prend les mêmes et on recommence ». D'autres se contentèrent de ressortir des placards l'inusable « explication » de l'échec par la trahison des chefs. Et firent en sorte également de ne rien changer. Résultat : le bilan du 21 avril 2002 n'a jamais été tiré. C'est l'un des points de départ de la défaite de 2007.

La qualification de l'extrême-droite au deuxième tour de l'élection présidentielle était pourtant un retentissant coup de tonnerre. Le fait qu'elle se produise après cinq ans d'un gouvernement associant socialistes, communistes et écologistes appelait une introspection rigoureuse. Car ce désastre signalait déjà une limite : l'incapacité de la gauche à mobiliser la société. Cinq ans plus tard, la gauche a toujours le même problème.

De 1997 à 2002, toute la gauche parlementaire est au gouvernement : PS, PCF, Verts, PRG, MRC. C'est au gouvernement que sont définies les grandes orientations et priorités d'action. C'est en son sein que se discutent et se nouent les compromis. Il est le lieu de la mise en cohérence et de l'action. La catastrophe du 21 avril 2002 traduit donc son échec. La mise en cohérence n'a pas fonctionné. L'action n'a pas entraîné. S'y ajoute l'angle mort du gouvernement de gauche, sa stratégie au plan international, qui ne fut discutée nulle part, d'autant que cette question relevait de la cohabitation avec Jacques Chirac.

A) LES LIMITES DE LA GAUCHE PLURIELLE

Ne l'oublions jamais : le dispositif de la gauche plurielle, mis en place dans l'urgence de la dissolution de 1997. Il a été un arrangement électoral de dernière minute, sans programme commun, sans contrat de gouvernement. Dès lors ce fut un accord sans dynamique populaire. La victoire électorale de 1997 a occulté un instant cette réalité. Pourtant, elle reposait déjà sur un recul de la droite et non sur une progression de la gauche, qui obtenait le même nombre de voix qu'en 1995. Dès les municipales de 2001, cette réalité occultée refaisait surface. Malgré les consignes des états-majors, les reports de voix furent désastreux et la gauche paya cher l'affaiblissement de la discipline républicaine provoqué par l'absence de culture commune et d'horizon partagé à gauche.

L'union est indispensable pour que la gauche l'emporte. Mais elle ne peut se limiter à un accord électoral ou à un engagement de solidarité gouvernementale. Elle ne peut s'épanouir vraiment sans culture commune. Elle ne peut entraîner le pays sans programme commun. Elle ne peut s'enraciner sans pratique commune en dehors même des périodes électorales. En outre, l'union au sommet, telle qu'elle se pratique souvent, exclut les militants des partis et les citoyens qui se reconnaissent dans les valeurs de la gauche sans être adhérents d'un parti politique. La dynamique de l'union, certes nourrie par les initiatives au sommet, doit s'appuyer en même temps sur l'initiative et la pratique commune à la base. C'est aussi localement, dans les villes et les cantons de France, qu'elle doit se réaliser au quotidien. Tout cela a fait défaut à la gauche plurielle.

En outre, avec la gauche plurielle, l'union ne s'est pas appuyée sur un rassemblement de forces politiques. Celui-ci aurait pu prendre diverses formes : un parti commun, une confédération de la gauche, une coalition de partis autour d'un programme commun. Aucune d'elles n'a été mise en place. A la place, le lieu de l'union a été le gouvernement. Ce faisant, la gauche plurielle a appauvri son lien avec la société. Elle a asséché les

débats en son sein en les faisant entrer dans le huis-clos du Conseil des ministres. Très vite, la dynamique d'une telle construction n'a pas été le dépassement des désaccords. La gauche plurielle n'a pas cherché à faire naître une gauche nouvelle mais a voulu reproduire à l'identique les identités existantes grâce à un système de sous-traitance généralisé : au PCF le social, aux écologistes l'environnement, au MRC la République, au PRG la laïcité... et au PS la bonne gestion. La perspective d'ensemble s'est perdue dans ce kaléidoscope. La capacité de s'adresser à la grande masse de nos citoyens et pas seulement aux patrimoines électoraux des forces coalisées en souffrit également. Faute de produire des synthèses dynamiques entre ses composantes, la gauche plurielle a été inapte à mettre la société en mouvement.

B) L'ÉPUISEMENT D'UNE METHODE GOUVERNEMENTALE

Lorsque la gauche remporte les législatives de 1997, elle n'a pas de pensée construite sur la pratique du pouvoir. Cinq ans plus tard, c'est toujours le cas. Pour certains, on peut le comprendre. Une tradition anarchisante conduit en effet beaucoup à gauche à se débarrasser de la question en pensant que le pouvoir corrompt par essence et que gouverner c'est trahir. Mais au Parti socialiste, c'est plus surprenant. Alors que cette formation tire fierté de sa « culture de gouvernement », la réflexion sur le bon usage de l'exercice du pouvoir y est quasiment absente. Une tiède vision gestionnaire domine en la matière qui a plus à voir avec les préconisations de l'ENA aux futurs hauts fonctionnaires qu'avec les ambitions de transformation sociale de la gauche. Dans cette conception, gouverner, c'est gérer, et gérer c'est d'abord éviter tout conflit qui perturberait la bonne marche des institutions en place. Ainsi se diffuse une vision de l'action gouvernementale qui repose sur la dépolitisation des enjeux, réduits à des problématiques techniques rendues inaccessibles aux citoyens, et sur la recherche permanente d'un consensus, contradictoire par définition avec une politique de changement qui impliquerait la remise en cause des intérêts dominants.

Cependant, toute l'œuvre du gouvernement de la gauche plurielle ne peut être réduite à cette obsession d'une gestion sans heurts. Si la gauche ne chercha guère le bras de fer avec les puissants, elle sut parfois les assumer, notamment lorsque le MEDEF s'opposa violemment au passage aux 35 heures par la loi, avant de chercher à les dénaturer au moment des négociations collectives. Mais elle ne se donna pas les moyens d'expliquer son action. Elle recula devant les ruptures qui auraient pu enclencher une dynamique d'implication populaire pour le changement. Elle chercha à éviter le conflit avec le président de la République sur les questions européennes. A plusieurs reprises, elle renâcla à assumer un affrontement pourtant récurrent avec les milieux financiers.

A force de gouverner sans expliquer, sans présenter l'horizon que l'on poursuit ni la stratégie que l'on met en œuvre pour y parvenir, sans mobiliser les siens, on n'entraîne plus la société. Pourtant l'exercice du pouvoir peut être un moment essentiel d'éducation populaire pour transformer la société.

C) UN ANGLE MORT QUI A CONDUIT AU CRASH

Le paradoxe est éclatant. De nombreuses avancées sociales doivent être mises à l'actif du gouvernement de la gauche plurielle. Il est pourtant un domaine dans lequel aucun progrès n'a été enregistré. Entravé par la cohabitation, mais aussi fragilisé par une absence de volonté sur ces questions, le gouvernement n'a pas su engager de réorientation de la construction européenne. Aucune initiative d'importance n'a été prise en la matière. Les occasions qui se sont présentées, comme la proposition lancée par le ministre allemand des affaires étrangères Joschka Fischer d'une Union politique franco-allemande n'ont pas été saisies. A l'inverse, l'illusion rassurante que la gauche française peut inscrire son action dans le seul cadre national a été entretenue.

Le sommet de Barcelone, à quelques semaines de l'élection présidentielle, a montré les limites d'une telle stratégie. Faute de construire et de

proposer une issue à la crise européenne, le gouvernement s'est résolu à tout faire pour l'éviter. Il a dû se plier aux décisions néolibérales prises par l'Union. Cela n'a pas compté pour rien dans la campagne et son résultat final. Et c'est parce que la gauche n'a pas su incarner une alternative progressiste au contenu actuel de la construction européenne que l'extrême-droite a enregistré un tel score.

Là aussi, c'est un chantier ouvert pour la gauche d'après. Il ne suffit plus de dire : nous pouvons mener une politique de gauche en France indépendamment des contraintes européennes. Il ne suffit pas non plus de dire : l'Europe changera quand nous serons revenus au pouvoir. C'est avant d'y parvenir qu'il faut construire la stratégie qui rend cette réorientation possible. C'est pourquoi PRS a fondé un réseau européen pour une Assemblée Constituante européenne et propose dès maintenant à toute la gauche d'en débattre.

IV

LA GAUCHE D'APRES... LE 9 NOVEMBRE 1989

9 novembre 1989 : le Mur de Berlin vient de tomber. L'événement confirme aux yeux du monde la faillite du communisme d'État. Mais le Mur n'est pas tombé sur la seule tête des communistes. Que certains socialistes aient cru que cet événement ne les concernait pas en dit long sur leur inculture. Car les conditions dans lesquelles la stratégie sociale-démocrate a été définie et mise en œuvre depuis 1945 sont elles aussi par terre. Et cela au moment même où l'évolution du capitalisme de notre époque est déjà en train d'invalidier la veille stratégie sociale-démocrate qui fait découler le progrès social des compromis passés avec le patronat dans le cadre national.

Près de vingt ans après la Chute du Mur, la faillite de la social-démocratie européenne et internationale s'étale désormais sous nos yeux. Mais il n'est pas pire aveugle que celui qui ne veut pas voir. Ainsi le 6 mai 2007 a vu resurgir de l'horloge socialiste un coucou familier. Depuis 1978 déjà avec Michel Rocard, dès 20 heures, les soirées de défaites électorales voient seriner la chanson de l'appel à la rénovation et à la conversion sociale-démocrate de la gauche. Hier surprenante, l'antienne est aussi obsolète que son objet. Car la gauche d'après le Mur sera aussi une gauche d'après la social-démocratie.

A) UNE DOUBLE FAILLITE

Si elle est masquée, la faillite de la social-démocratie est au moins aussi complète que celle du communisme d'Etat. Voyons les deux partis matrices de la social-démocratie universelle. En Allemagne, le SPD gouverne avec la droite. En Grande-Bretagne, le New Labour la remplace. En ce moment, la moitié des gouvernements de l'Union européenne sont dirigés par des sociaux-démocrates ou les intègrent dans une coalition avec le centre ou la droite. Cela n'a pas le moindre impact, au contraire, sur une évolution progressiste et démocratique de l'Union.

Pourquoi ? D'abord parce que le capitalisme a changé. Le capitalisme est de moins en moins national et de plus en plus transnational. Dans les pays qui virent naître la social-démocratie, il est de moins en moins industriel et de plus en plus financier. La social-démocratie est incapable d'appliquer ses vieilles recettes contractuelles à cette forme nouvelle. Elle savait nouer des compromis avec les représentants du capital industriel national. Mais comment négocier un droit tel que le salaire minimum avec un fond de pension, capable de transférer à tout moment son investissement dans un pays aux normes plus basses et uniquement préoccupé de rentabilité à court terme ? Ensuite parce que beaucoup des avancées sociales arrachées par la social-démocratie européenne au cours du XXe siècle ne l'auraient pas été si le spectre de la « contagion communiste » n'avait limité la gourmandise des possédants. Aujourd'hui le nouvel ordre mondial est « globalitaire ». C'est un monde sans bords où nulle part ne se donne à voir la possibilité d'une alternative au système. L'arrogance des dominants, au premier rang desquels l'hyperpuissance américaine, ne connaît plus de limites.

La social-démocratie est donc impuissante. Dès lors, c'est la capitulation en rase campagne, avec l'espoir qu'un redémarrage du capitalisme national finisse par donner mécaniquement des bienfaits aux travailleurs du pays concerné, ce qui ne se produit jamais. D'autre fois, là où les relations politiques sont à leur extrême, c'est la social-démocratie qui prend en charge l'affrontement avec le peuple. On a pu en observer les conséquences au Venezuela, en Bolivie ou en Argentine : les derniers gouvernements sociaux-démocrates ont fait tirer sur les manifestations populaires. Leurs chefs sont en fuite à l'étranger. Et sur tout ce continent, c'est contre les partis sociaux-démocrates que s'est levée la vague de gauche qui déferle sur l'Amérique Latine.

B) LA BATAILLE DE L'EMANCIPATION

L'effondrement du communisme d'Etat a des causes multiples. On peut s'intéresser aux contradictions intrinsèques à l'organisation économique de ces pays qui les rendit en définitive incapables de soutenir la compétition avec les pays capitalistes. Mais le capitalisme actuel n'a rien à

envier au communisme d'Etat en termes de désordres, gâchis et aberrations de toutes sortes. La cause fondamentale de l'effondrement du bloc de l'Est doit donc être cherchée ailleurs. Elle est politique. Elle consiste en l'incapacité à apparaître comme un système compatible avec l'émancipation de la personne et dès lors à obtenir le consentement de la population. Les progrès initiaux –et fulgurants– du communisme reposaient sur le contenu émancipateur de son projet. A l'inverse, des masses innombrables jugeaient le capitalisme incapable de leur assurer les droits sociaux indispensables à leur émancipation. A la fin du XXe siècle, la situation s'est inversée. Alors que les régimes communistes bafouaient les libertés, le capitalisme apparaissait comme le moyen le plus efficace de réaliser l'émancipation des individus. Avec la consommation comme unique chemin de construction personnelle, il invite en effet chacun à s'identifier à sa différence de goût, à sa « tribu » culturelle, dans un jeu de rôle changeant avec les modes, les lieux les circonstances, les opportunités. Au supermarché des identités, il prétend que l'on peut acheter ce que l'on veut être et en changer dès que l'on en a envie.

Mais en réalité si l'émancipation ne s'impose pas par la contrainte, elle ne s'achète pas non plus. Elle est d'abord une conquête sur soi-même car elle implique le dépassement de l'étroitesse des intérêts sociaux et des préjugés dans lesquels baigne chaque personne. L'émancipation n'est pas le fruit d'une nécessité aveugle : elle doit être voulue consciemment. C'est pourquoi elle ne peut être que l'œuvre de citoyens éduqués et motivés. Les militants de l'émancipation accordent donc une place centrale à l'éducation, à la liberté de conscience, à la laïcité et aujourd'hui à la bataille culturelle contre l'enfermement idéologique dans lequel nous conduit le nouvel âge du capitalisme. L'émancipation est toujours individuelle dans le sens où chaque homme est à la fois le sujet et l'acteur de sa propre émancipation. En même temps, elle est nécessairement collective. Aucun être ne peut être libre si les conditions sociales et politiques n'en sont pas réunies. La citoyenneté implique une puissante machinerie sociale émancipant l'homme de la soumission aux aléas quotidiens qui dominent l'état de nature. Elle exige une construction politique collective sans laquelle il n'y a pas de formation de l'intérêt général. C'est pourquoi le mouvement ouvrier s'est souvent montré le meilleur continuateur des Lumières lors des deux siècles derniers.

C) JAURES, REVIENS !

Comment retrouver le fil d'un projet émancipateur se fixant la perspective d'un dépassement du capitalisme après la Chute du Mur de Berlin et la faillite de la social-démocratie ? L'histoire de chaque peuple apporte une contribution spécifique à cette recherche. La France offre en partage au monde la Grande Révolution de 1789-1793 puis les acquis de la République laïque, du mouvement ouvrier et du socialisme. C'est un héritage que Jaurès a longuement pensé et revendiqué en situant le socialisme comme la réalisation complète des idéaux de la Révolution française : « le socialisme proclame que la République politique doit aboutir à la République sociale ».

Le projet de la République sociale recherche le dépassement du capitalisme grâce à l'appropriation par le peuple des moyens politiques et économiques permettant son émancipation. Il affronte sans détours l'urgence politique, sociale et écologique provoquée par le capitalisme de notre époque. Il vise un nouveau partage des richesses et l'adoption d'un vrai modèle de développement durable et de production maîtrisée garantissant l'accès aux droits et la préservation des biens communs de l'Humanité. Il entend créer les conditions d'une paix durable quand le capitalisme porte la guerre comme la nuée porte l'orage.

C'est un projet républicain, qui garantit la primauté partout de la souveraineté populaire une et indivisible, de la loi, de l'égalité laïque et du développement humain. Il constitue un horizon qui donne un sens et une direction d'ensemble aux efforts de tous pour rendre le monde meilleur, pour aller vers un développement plus humain. Il s'appuie sur des siècles de progrès humain. Parce qu'il tire les leçons des faillites jumelles du communisme d'Etat et de la social-démocratie, ce projet de transformation sociale et politique peut renouer le fil de l'ambition émancipatrice qui porte la gauche depuis plus de deux siècles.

DEUXIEME PARTIE : LA GAUCHE EN REINVENTION

I

UNE AUTRE GAUCHE EST POSSIBLE

La crise à gauche n'est pas sans issue. Partout des hommes et des femmes relèvent la tête face à un système qui les opprime. Partout l'échec patent du nouvel âge du capitalisme pousse des peuples à chercher les voies d'une alternative. Partout de nouvelles gauches fleurissent. La France peut prendre une grande part à ce printemps des gauches. Elle en a les moyens. Elle peut aussi préférer maintenir sous perfusion une gauche crépusculaire, qui en refusant de se réinventer, se condamnerait à l'impuissance ou au renoncement. Un choix est donc ouvert. L'avenir de la gauche n'est pas écrit. Il sera ce qu'en feront chacun de ceux qui acceptent d'être les dépositaires de son héritage et de ses combats.

A) LA REINVENTION DE LA GAUCHE A COMMENCE

La réinvention de la gauche n'est pas qu'un slogan. Elle a lieu en ce moment même en Amérique latine, au Brésil, Venezuela, Bolivie, Equateur, Argentine... Parce que le néo-libéralisme a été appliqué dans ces pays avec une radicalité plus violente que partout ailleurs, c'est là qu'elle est la plus visible et spectaculaire. Mais ce processus se déroule également en Europe avec la naissance du parti de gauche allemand Die Linke.

Evidemment, aucune expérience ne nous fournit de modèle transposable. Tout n'est sans doute pas à reprendre. Tout mérite d'être discuté. Mais l'énergie, l'audace et la persévérance qui ont rendu ces expériences possibles peuvent nous servir de référence. Evidemment, lorsqu'elles parviennent au pouvoir, les nouvelles gauches latino-américaines dessinent dans leurs politiques des programmes différents. Elles n'en ont pas moins en commun quatre points fondamentaux qui visent à rompre avec les méfaits du libéralisme. Notons que chacun d'eux résonne

fortement dans l'expérience européenne du nouveau parti allemand de la gauche. N'ont-ils pas un sens aussi en France ?

1°) LA REFOUNDATION CIVIQUE DES NATIONS GRACE A DES PROCESSUS CONSTITUANTS

Les nouvelles gauches au pouvoir ont appliqué à leurs pays la même méthode : s'appuyer sur l'implication populaire dans le changement politique et social. La première condition du changement politique est d'abord pour eux l'élargissement continu du corps électoral qui permet de faire émerger le continent civique des pauvres et des indigènes largement tenus à l'écart des affaires publiques dans ces pays. Au Venezuela, le nombre de votants a quasiment doublé depuis 1998 grâce à l'inscription de plusieurs millions de pauvres sur les listes et au recul de l'abstention. Elu la première fois en 1998 avec 3,5 millions de voix, Chavez a été réélu avec 7,2 millions de voix en 2006, avec plus de 75% de participation. En Bolivie, le gouvernement Morales a engagé un vaste chantier pour donner des papiers et inscrire sur les listes électorales 2 millions d'Indiens (sur 9 millions d'habitants) qui n'ont jamais eu de papiers et ne pouvaient donc être citoyens.

L'étape suivante du changement politique est l'élection d'assemblées constituantes pour redéfinir les principes mis au poste de commande des pays, refonder les règles du jeu et relégitimer toutes les institutions de la vie collective. Après la Constituante vénézuélienne de 1998, c'est au tour de la Bolivie d'engager ce processus constituant depuis 2006 et plus récemment de l'Equateur avec un niveau de participation au vote stupéfiant même pour les organisateurs du scrutin. Ces processus constituants aboutissent à des Constitutions qui garantissent la poursuite de l'implication populaire et civique dans le changement social. Partout ils sont présentés comme une refondation de la nation elle-même.

Chez les Allemands aussi la fondation du Linke est présentée comme le moyen d'une réunification véritable du pays, résorbant la fracture encore béante entre l'Est et l'Ouest. En outre, le programme du nouveau parti

met au premier plan plusieurs chantiers démocratiques comme l'introduction du référendum ou le droit de faire grève contre les projets gouvernementaux « comme les Français ».

Et en France ? Pouvons-nous nous satisfaire de la dérive censitaire d'une Cinquième République qui rogne chaque jour le débat public et prive les citoyens des moyens de se faire entendre ? La revendication d'une Sixième République n'est-elle pas le préalable du changement en profondeur auquel nous aspirons ?

2°) LA RECUPERATION DE LA SOUVERAINETE SUR LES GRANDS OUTILS DE DEVELOPPEMENT ET L'APPROPRIATION SOCIALE DES RESSOURCES NATURELLES

Ce deuxième point est la conséquence intérieure logique du retour des peuples au poste de commande. A la fois source principale de revenus et instrument géopolitique à part entière, l'énergie est le principal objet de cette réappropriation sociale de la richesse nationale. Le Venezuela a ainsi repris en main publique la compagnie pétrolière PDVSA en organisant des mécanismes d'affectation de la rente pétrolière au financement des programmes sociaux. Il organise également le retour au monopole de l'exploitation pétrolière avec la nationalisation des compagnies qui exploitent les champs sous-marins de l'Orénoque grâce à des prises de participations majoritaires de PDVSA dans ces compagnies jusque-là contrôlées par une majorité de capitaux étrangers. Afin de faire cesser l'exploitation privée de sa ressource en gaz dans des conditions très défavorables à l'Etat, la Bolivie a aussi engagé la nationalisation des principales compagnies gazières. Après des années de sous-investissement des compagnies privées, la reconstruction des infrastructures de l'économie passe aussi dans ces pays par la nationalisation de certaines compagnies de communication, d'énergie et de transport. Ce processus est également engagé en Equateur. En Argentine, l'annulation de la dette a la même signification.

En Allemagne également, Die Linke fait étroitement le lien entre les enjeux écologiques et l'exigence d'appropriation sociale d'un certain nombre de

secteurs. C'est ainsi qu'il met l'accent sur la nationalisation de l'énergie comme condition d'un autre mode de développement à la fois plus égalitaire et respectueux de l'environnement.

Et en France ? La formation d'un pôle public de l'énergie n'est-elle pas un objectif immédiat d'action écologique, sociale et de souveraineté ?

3°) LA PRIORITE AUX PLUS PAUVRES POUR ABOLIR L'APARTHEID SOCIAL

La première réponse des nouvelles gauches latino-américaines à la pauvreté de masse n'a pas été d'abord économique ou sociale mais politique. Cette approche est résumée par la formule : « pour régler le problème de la pauvreté, il faut donner le pouvoir aux pauvres ». C'est la condition pour que l'Etat reste durablement au service du plus grand nombre. Les politiques sociales qui en résultent sont particulièrement audacieuses et globales touchant à la fois l'alimentation (Mission Mercal au Venezuela, plan Zéro faim au Brésil), l'alphabétisation de masse et l'éducation (Mission Robinson au Venezuela et en Bolivie), la santé pour tous avec des centres publics de santé et des médecins de proximité (Mission Barrio Adentro au Venezuela), le logement ou encore le soutien aux travailleurs (hausse du salaire minimum de 35% au Brésil) ... Et les résultats sont tangibles : 2 millions d'adultes alphabétisés au Venezuela mais aussi une proportion de personnes vivant avec moins de 1 \$ par jour (extrême dénuement) qui est passée d'après le PNUD de 14,7% à 8,3% entre 1998 et 2004. De même au Brésil, l'aide alimentaire apportée à 11 millions de familles pauvres a permis de faire passer le taux de pauvreté de 26,7% à 22,7% de la population au terme du premier mandat de Lula.

Ce recul de la pauvreté est aussi vertueux économiquement puisqu'il a permis de soutenir fortement la croissance de ces pays. Cruel démenti pour les institutions financières internationales, les pays moteurs de la croissance latino-américaine en 2005 ont tous d'une manière ou d'une autre réinvesti massivement dans les budgets publics et tourné le dos au consensus libéral. En tête des plus fortes croissances, on trouve en effet le Venezuela (18%), l'Argentine (8%) et le Brésil (5%).

En Allemagne, les principales revendications du nouveau parti Die Linke sont le salaire minimum, la revalorisation des petites retraites et le rétablissement des droits des chômeurs. Là aussi, au cœur de la première puissance économique européenne, la lutte contre la pauvreté de masse est le chemin par lequel passe la rupture avec le modèle économique dominant.

Et en France ? La résignation face à la pauvreté de masse n'est-elle pas la première défaite de l'esprit républicain qui se dressa dès l'origine contre la misère et le premier renoncement de la gauche à la plus élémentaire solidarité de classe ? Le relèvement du salaire minimum et des petites pensions, la récupération des 10 points de richesse nationale passés des poches du travail dans celles du capital, ne sont-ils pas à l'ordre du jour ?

4°) L’AFFIRMATION DU DROIT A DECIDER D’APRES SES PROPRES BESOINS DE DEVELOPPEMENT FACE A LA SUPERPUISSANCE ETATS-UNIENNE ET AUX INSTITUTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

Ce point est la conséquence extérieure du programme de récupération de leur souveraineté par les peuples concernés. Cela conduit le front Venezuela-Brésil-Argentine à refuser la libéralisation commerciale américaine et à faire capoter la proposition Etats-unienne d'ALCA. Cela les conduit aussi à une prise d'autonomie effective face aux institutions financières internationales qui ont conduit leurs pays à la ruine : remboursements anticipés au FMI par le Venezuela et le Brésil (pour économiser les intérêts) ou même refus pur et simple d'honorer une partie de la dette par l'Argentine.

Alors que dans les pays dirigés par ces nouvelles gauches, les questions militaires et de conflits de frontières sont à vif, le nouveau nationalisme de ces pays ne s'inscrit pas dans une perspective guerrière, traditionnellement liée aux nationalismes de droite. Pour eux, l'indépendance et la puissance nationale sont avant tout des instruments pour restaurer la souveraineté du peuple sur des sociétés et des économies balkanisées par les intérêts privés et les capitaux étrangers. Ils

renouent ainsi avec les sources de gauche du patriotisme issu de la Révolution française, écartant résolument les dérives droitières et xénophobes dans lesquelles finit toujours par sombrer le nationalisme européen.

En Allemagne, Die Linke inscrit son action dans une refondation démocratique et sociale du cadre européen actuel. Il met au premier plan l'actualité de la lutte pour la paix face à la politique impériale des Etats-Unis d'Amérique.

Et en France ? Devons-nous renoncer à l'idée que notre pays peut être le promoteur sous toutes les latitudes d'un nouvel ordre mondial respectueux du droit de chaque peuple à fixer souverainement son destin ? Pourquoi maintenons-nous notre participation au FMI et à la Banque Mondiale ? Pourquoi n'avons-nous aucune politique de représailles contre les paradis fiscaux ? Pourquoi acceptons-nous l'intégration au commandement militaire intégré de l'OTAN qui joint nos forces en Afghanistan sans mandat du Parlement français ?

B) EN FRANCE, LE DEBAT EST OUVERT

En France, le débat sur la gauche d'après est enfin ouvert. Certes, pas toujours dans le sens que nous appelons de nos vœux. Certains au sein du PS évoquent ainsi la remise à plat des fondamentaux du Parti créé à Epinay en 1971, qui tenaient dans le triptyque orientation de rupture avec le capitalisme, programme commun avec les seules forces de gauche et création d'un parti pluraliste ouvert à toute la gauche. Quels autres choix proposent-ils ? Comme ligne générale, une orientation social-démocrate s'inscrivant dans l'accompagnement de la mondialisation libérale. Comme stratégie d'alliance, un dialogue privilégié avec le centre. Comme parti pour la porter, une formation dans laquelle le vote majoritaire soumet la diversité des points de vue qui se confrontent aujourd'hui à gauche. Tout se tient ! Ce modèle a sa cohérence : en finir avec la spécificité du PS français dans la social-démocratie européenne.

Faut-il au contraire tirer les leçons de l'impasse sociale-démocrate et offrir une autre voie à gauche en construisant un nouveau parti ouvert à toute la gauche et non au « centre » ? Cette alternative ouvre une discussion fondamentale dans le Parti socialiste. Ses issues possibles changeraient profondément la nature du PS et, partant de là, le paysage de toute la gauche. Si le PS devient un parti de centre gauche assumé, un parti social démocrate, il ne pourra plus regrouper que ceux qui se reconnaissent dans cette impasse. A l'évidence, ceux qui veulent prolonger l'idéal de la République sociale et de la gauche de rupture ne pourront en être. Dans ce cas, il leur faudra proposer un autre chemin.

L'autre gauche aussi est au défi. Va-t-elle maintenir sa fragmentation si désespérante et si nuisible à la gauche toute entière ? Alors il faudra admettre que l'avenir de la gauche est dans le parti unique que préfigure le Parti socialiste. Au contraire saura-t-elle proposer un dépassement de ses structures ouvrant ainsi un autre choix à gauche ? Celui d'une alternative prête à la conquête des pouvoirs plutôt qu'à l'adjuration, à des alliances plutôt qu'à l'ostracisation de ses voisins et cousins de gauche ? Ces questions seront présentes dans les débats du congrès anticipé convoqué par le Parti Communiste Français pour la fin de l'année 2007. D'ores et déjà, Marie-George Buffet a mis plusieurs hypothèses sur la table. Parmi celles-ci figure la constitution d'un « Die Linke à la française ». De leur côté, plusieurs sensibilités de l'autre gauche impliquées dans la démarche des collectifs unitaires antilibéraux se posent aussi la question d'une nouvelle construction politique. Des débats ont également lieu au sein de la LCR. Partout le besoin d'une force nouvelle à gauche fait son chemin dans les têtes.

II

LA GAUCHE A BESOIN D'UNE FORCE NOUVELLE

On le voit, les expériences de réinvention de la gauche ne manquent pas. Toutes convergent sur un point. La réinvention de la gauche commence avec la constitution d'une force politique nouvelle se donnant comme objectif la résolution de la crise de nos sociétés provoquée par la mondialisation libérale à travers la conquête démocratique du pouvoir grâce à la conviction du plus grand nombre.

Ce qui nous manque en France, c'est bien ce lieu politique de la mise en mots partagée et en programme. Un tel lieu est la condition pour que se fabrique la nécessaire synthèse des gauches permettant sa réinvention. Un tel lieu est aussi indispensable pour que les idées de gauche deviennent une force matérielle : celle des millions de consciences qui la prendront en charge.

La rénovation de la gauche aujourd'hui revendiquée par tous ne peut se mener dans le huis-clos des organisations existantes. Elle appelle le dépassement des partis qui constituent aujourd'hui la gauche et des frontières qui la divisent depuis près d'un siècle. Car nulle part les nouvelles forces qui émergent pour remplir le vide laissé à gauche par le double échec du communisme d'Etat et de la social-démocratie ne se définissent comme la continuité d'un de ces modèles. Partout c'est une force véritablement nouvelle qui est à l'ordre du jour.

A) LA FORME PARTI N'EST PAS DEPASSEE

Disons le clairement : nous ne croyons pas à la thèse à la mode selon laquelle l'énergie populaire spontanée de la « gauche d'en bas » serait entravée par les organisations politiques omnipotentes de la « gauche d'en haut ». La gauche n'est pas victime de l'hégémonie de ses partis, mais de

leur faiblesse. Certes, la gauche ne manque pas d'organisations politiques jouant leur rôle de sélection des candidats admis à participer aux joutes électorales. Mais elle manque cruellement de partis en situation d'assurer l'éducation politique du plus grand nombre face au bourrage de crâne de l'idéologie dominante et de ses chiens de garde médiatiques. C'est donc un même raisonnement qui nous conduit à penser que la forme parti n'est pas dépassée et qui nous fait dire que les formes et pratiques des partis existants à gauche doivent l'être. On doit se méfier des discours rarement concrets qui mettent en cause la forme partidulaire de l'activité politique au motif que les partis existants ne sont pas satisfaisants de bien des façons. Il ne s'agit certainement pas de nier l'importance et l'efficacité des formes modernes du militantisme faites de réseaux, listes de diffusion, associations de missions. Mais de telles formes peuvent parfaitement s'inscrire dans le cadre d'une action partidulaire. Il s'agit donc bien de ne pas accepter de démanteler nous-mêmes les seuls outils réellement à notre disposition pour mener un combat politiquement coordonné à la mesure des problèmes à traiter.

Ce rappel vaut aussi contre la thèse à la mode selon laquelle le Parti n'aurait pas de légitimité à vouloir autre chose que ce que veut l'opinion. Il est temps de comprendre que c'est la responsabilité et la mission spécifique des militants des organisations politiques de tracer un cap, d'étudier les étapes du chemin qui s'y dirige et de mettre noir sur blanc le programme qui prévoit les transitions pour s'y avancer. C'est aussi leur tâche de mener un travail d'éducation populaire méthodique. Les citoyens doivent être dotés d'outils pour comprendre les enjeux que la mise en œuvre du programme soulève. Il faut également leur permettre de trouver leur mode d'implication dans l'action non seulement pour la conquête du pouvoir mais aussi pendant qu'il s'exerce. Bien sûr, tout cela doit se faire en lien étroit avec ce que formulent les mouvements de la société dans tous les domaines. Mais c'est une honteuse démagogie très significative de l'état de la gauche que de vouloir faire croire que l'apprentissage des luttes du passé, la mémoire, l'expérience et la capacité d'anticipation de la lutte à mener pour appliquer un véritable programme de transformation sociale

seraient disponibles par génération spontanée du moment que l'on « donne la parole aux gens » pendant que les « politiques les écoutent ». Ce spontanéisme de confort est en effet dorénavant un argument permanent de la bureaucratie des partis et des groupuscules pour se défaire de leur responsabilité : ne s'engager jamais sur rien et n'organiser aucune préparation d'amont à la mise en œuvre d'un programme. Or sans ce travail, l'action populaire de masse est dépourvue d'outils de pensée et d'action. Elle retourne aux jacqueries sans perspective.

B) UNE SYNTHÈSE VÉRITABLE

À la tribune du Congrès constitutif de Die Linke à Berlin, Gregor Gysi, l'un des principaux fondateurs de ce parti et co-président avec Oskar Lafontaine de son groupe parlementaire, s'est interrogé ainsi : « *Qui sommes-nous ?* ». Puis il répondit, se tournant vers le slogan de son nouveau parti « Die Linke. », « *nous sommes la gauche, point.* » Quelques instants plus tard, Oskar Lafontaine répondit autrement encore à la même question : « *nous sommes les héritiers des sociaux-démocrates emprisonnés à l'Est, des communistes emprisonnés à l'Ouest, des militants de gauche martyrisés par le nazisme* ». Dès le premier jour d'existence du nouveau parti, celui-ci fonctionnait déjà comme un lieu de synthèse, de fabrication d'une culture commune, de mise en mots de références partagées.

Bien sûr, il ne s'agit pas ici d'une synthèse factice produite par une commission nocturne dans l'arrière-salle d'un Congrès. Il s'agit d'une synthèse honnête, respectueuse des histoires de chacun, constituant l'aboutissement d'un débat réel et d'une conviction véritable. Parvenir à une telle synthèse implique des conditions politiques préalables.

La première de celles-ci est la reconnaissance des identités et des histoires de chacun. La force nouvelle ne peut s'accommoder de la négation d'aucune de ses composantes. Dès lors qu'elle le souhaite, chacune d'elle

doit pouvoir exister en tant que telle. Car tout processus qui apparaîtrait pour l'une des composantes engagées dans ce nouveau regroupement comme une liquidation ou un ralliement serait privé dès son origine de l'élan nécessaire.

La deuxième condition est que la force nouvelle ait l'ambition de s'adresser à toute la gauche. Si la volonté de travailler au dépassement des frontières qui divisent la gauche depuis près d'un siècle doit conduire à rechercher prioritairement la synthèse entre les traditions communiste, socialiste et trotskyste, celle-ci doit se donner comme objectif d'entraîner la gauche toute entière. Elle doit donc être d'abord tournée vers la société. Et notamment vers la gauche telle qu'elle est, dans sa richesse et sa diversité. Cela implique que la force nouvelle fasse toute sa place, dans ses orientations comme dans ses structures, aux militants de gauche qui ne se reconnaissent à l'heure actuelle dans aucune organisation politique, aux militants écologistes, aux apports des mouvements altermondialiste, féministe, antiraciste, aux syndicalistes, aux intellectuels, aux militants de la culture. En travaillant à une synthèse en son sein, la force nouvelle travaillera à la synthèse avec la société.

C) QUATRE IMPERATIFS POUR LA FORCE NOUVELLE

Dans les mois décisifs qui viennent, PRS engagera le débat avec tous ceux, sans exclusives, qui sans partager l'ensemble des orientations exposées dans cette résolution, se déclareront disponibles pour réinventer la gauche, dépasser le double échec du communisme d'Etat et de la social-démocratie, formuler la République sociale comme alternative au capitalisme de notre époque, poser les jalons d'une force politique nouvelle candidate à l'exercice du pouvoir dans le sens des intérêts du plus grand nombre. Celle-ci devra à notre sens répondre à quatre impératifs.

Premièrement elle devra être une force de gauche. Et seulement de gauche. Car l'union à gauche est incompatible avec l'alliance au centre. Et la gauche n'a pas besoin du centre pour être majoritaire, pour peu qu'elle

parvienne à convaincre politiquement le bloc sociologique majoritaire dans notre pays que constituent les ouvriers, employés et travailleurs des secteurs publics et privés, qui partagent un intérêt commun au changement.

Deuxièmement, la force nouvelle devra se donner comme objectif la reconquête d'une hégémonie culturelle face à l'idéologie dominante du capitalisme de notre époque en menant le combat des idées autour d'un projet politique républicain. Elle s'impliquera dans les luttes sociales qui sont souvent à la fois le premier moment de formation d'une conscience de classe et des événements qui donnent à voir une alternative possible à l'ordre actuel des choses, en cherchant à les relier à un horizon global de transformation politique et sociale conforme à l'intérêt général du pays. La force nouvelle s'efforcera en cela d'être cet instituteur du peuple, civique, émancipateur, à ses côtés dans ses combats, dont parlait Jean Jaurès.

Troisièmement, la force nouvelle devra avoir une vocation majoritaire et gouvernementale. Elle s'efforcera de proposer à nos concitoyens un « autre vote utile » pour gouverner à gauche. Nous avons l'ambition de changer la vie vraiment. C'est pourquoi nous sommes candidats au pouvoir.

Quatrièmement, la force nouvelle sera unitaire. Elle sera par elle-même un facteur de regroupement de la gauche des ruptures aujourd'hui dispersée. Mais elle contribuera aussi à l'union des gauches, toutes les gauches, rien que les gauches. C'est ce que nous avons appelé l'union dans l'union. Elle respectera le choix des électeurs de gauche au premier tour et se rassemblera derrière le candidat le mieux placé au second. Bien sûr elle exigera la même attitude de la part de ses partenaires de gauche.

CONCLUSION

La gauche française ne manque pas d'atouts pour prendre sa place dans la réinvention de la gauche.

Elle s'appuie sur une histoire féconde, qui lui permet d'inscrire son combat dans la continuité de la grande révolution qui ouvrit l'ère moderne et fit résonner sous toutes les latitudes le message de l'émancipation humaine.

Elle dispose de forces organisées capables d'impulser un tel processus pour peu qu'elles décident de s'engager dans ce sens.

Elle dispose de l'expérience d'un peuple qui refusa à de nombreuses reprises de considérer l'ordre injuste du monde comme un horizon indépassable.

La gauche d'après est donc possible. Mais elle ne naîtra pas sans la volonté consciente d'hommes et de femmes déterminés. Dès lors c'est à chacun de ceux qui se reconnaissent dans le combat séculaire de la gauche pour l'émancipation d'écrire cette nouvelle page de son histoire. Les militants de PRS sont prêts à s'y engager de toutes leurs forces.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
PREMIERE PARTIE : LA GAUCHE DANS L'IMPASSE	5
I La gauche d'après... le 6 mai 2007.....	7
A) La France en 2007 : un pays exaspéré, une immense exigence de changement	8
B) Comment la droite a gagné	9
1°) Les droites idéologiquement réunifiées.....	9
2°) Un parti comme instrument.....	11
C) Comment la gauche a perdu	12
1°) Le discours de gauche inaudible	12
2°) La crise des partis de gauche.....	14
3°) La défaite pouvait être évitée	16
II La gauche d'après... le 29 mai 2005.....	17
A) La souveraineté populaire comme enjeu	18
B) L'union des gauches et l'implication populaire comme moyens.....	19
C) La déroute des importants	21
III La gauche d'après... le 21 avril 2002.....	22
A) Les limites de la gauche plurielle.....	23
B) L'épuisement d'une méthode gouvernementale.....	24
C) Un angle mort qui a conduit au crash	25

IV La gauche d'après... le 9 novembre 1989	27
A) Une double faillite	27
B) La bataille de l'émancipation.....	28
C) Jaurès, reviens !	30
 DEUXIEME PARTIE : LA GAUCHE EN REINVENTION.....	 31
I Une autre gauche est possible.....	33
A) La réinvention de la gauche a commencé	33
1°) La refondation civique des nations grâce à des processus constitutants	34
2°) La récupération de la souveraineté sur les grands outils de développement et l'appropriation sociale des ressources naturelles	35
3°) La priorité aux plus pauvres pour abolir l'apartheid social	36
4°) L'affirmation du droit à décider d'après ses propres besoins de développement face à la superpuissance états-unienne et aux institutions financières internationales	37
B) En France, le débat est ouvert.....	38
II La gauche a besoin d'une force nouvelle	40
A) La forme parti n'est pas dépassée.....	40
B) Une synthèse véritable.....	42
C) Quatre impératifs pour la force nouvelle	43
 CONCLUSION	 45

CONVENTION NATIONALE DE PRS DES 30 JUIN ET 1ER JUILLET 2007